



Au sommaire de ce numéro

Résidence universitaire Jean Zay d'Antony : les dernières nouvelles (Cécile Ganeval).....	2
Est-ce ainsi que vivent les hommes ? (Claire d'Aurélié).....	3
Le forum social de Porto Alégre (Jean-Louis Michniak).....	4
Courrier des lecteurs ; Agenda, Organisation d'Attac 92.....	5 et 6

A quoi sert Attac, 12 ans après?

Déclaration du Conseil d'administration des 9 et 10 janvier 2010 (extraits)

Si nous militons dans Attac, c'est parce que nous pensons qu'il s'agit d'un outil irremplaçable pour la justice sociale et environnementale. Nous lançons une grande campagne d'adhésions pour le début 2010 afin de renforcer cet outil. Mais nous devons nous poser lucidement deux questions : en quoi Attac reste-t-elle un outil irremplaçable ? Et comment en convaincre un maximum de citoyens pour qu'ils nous rejoignent ?

Attac a connu une croissance fulgurante jusqu'en 2002, puis a commencé à perdre des adhérents à partir de 2004. La dernière grande campagne nationale avec laquelle Attac a pesé sur la situation politique, c'est le référendum sur le TCE. Ensuite, le reflux du mouvement social et la crise interne nous ont fait reculer. Les comités locaux ont continué leurs activités, souvent très riches, mais l'association a moins pesé au plan national.

Pourtant **la crise globale, financière, sociale et écologique, met nos propositions au cœur du débat social**. Les premiers, nous avons montré que la domination de la finance et du libre-échange étaient insoutenables à terme, et proposé les moyens d'en sortir. Les élites ont d'ailleurs commencé à reprendre une part de notre vocabulaire et de nos idées (taxer les bonus, les transactions financières, etc.), mais restent dans le discours ou le simulacre. Les échecs des G20 et de Copenhague, la paralysie de l'Europe politique, montrent que les élites dirigeantes refusent la remise en cause de l'hégémonie de la finance et du néolibéralisme, et toute réponse à la hauteur des enjeux sociaux, écologiques et démocratiques.

Nous pouvons reprendre la main, à condition de savoir clairement qui nous sommes et à quoi nous pouvons être utiles. Attac, après s'être créée autour de la taxe Tobin, a élargi son activité à un nombre impressionnant de thèmes. C'est parfaitement normal : notre objet social est « la (re)conquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde ». Mais au quotidien l'élargissement ressemble parfois à de la dispersion : c'est pourquoi nous devons rester fermement ancrés dans notre spécificité. **Le « + » d'Attac, c'est de combiner trois choses** : - **une cible** : l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde ; - **un objectif** qui est aussi un moyen : la prise de pouvoir des citoyens sur leur vie, la construction d'une démocratie active ; - **une méthode** : la construction de convergences entre mouvements sociaux, en particulier au sein du mouvement altermondialiste.

Quand nous menons une campagne sur les **retraites**, comme en 2003 et peut-être en 2010, quand nous parlons d'**emploi** et de **précarité**, ce n'est pas pour imiter les syndicats ou les associations : c'est avec notre apport propre, le « + » d'Attac, la réfutation des arguments pseudo-scientifiques qui cachent la défense des intérêts rentiers, la mise en avant d'alternatives solidaires pour la retraite, le revenu, l'emploi. Quand nous parlons d'**OGM**, c'est avec notre regard propre, pour dénoncer la mainmise des transnationales, et lutter concrètement pour l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire. Quand nous parlons d'**écologie**, ce n'est pas pour faire doublon par rapport aux associations écologistes, c'est pour montrer le lien étroit entre crise écologique et crise sociale, pour imposer la justice climatique contre la finance carbone, le libre marché et le productivisme, au plan global mais aussi local.

À chaque fois, nous cherchons à **lier l'analyse avec l'action, la critique avec les alternatives**, en construisant, avec nos fondateurs et d'autres organisations, les outils et les convergences qui font le rapport de forces. A chaque fois nous faisons le lien entre les mobilisations locales et les enjeux globaux : il ne suffit pas de penser global et d'agir local, il faut aussi agir global. Nous travaillons à construire les alternatives locales, en montrant en quoi elles préfigurent d'autres mondes possibles, pour renouveler l'imaginaire de la transformation sociale.

Quels objectifs nous fixer pour les trois ans à venir ?

Au cours des trois années à venir, notre rôle essentiel au niveau national sera de proposer aux comités locaux et à nos partenaires, aux plans national et international, des campagnes pertinentes et mobilisatrices. Et d'organiser notre association en ce sens. Chacun-e de nous a senti que c'était possible, le jour où par exemple il ou elle a tenu une table de votation citoyenne pour la Poste : quelle meilleure forme d'auto-éducation populaire par et dans l'action ? **Il existe une forte attente dans la société**. À nous de **proposer aux gens les moyens de devenir acteurs de leur vie**, acteurs de la politique. C'est en montrant notre efficacité sur ce terrain que nous referons d'Attac une référence et un pôle attractif.

Soyons d'ATTAC pour 2010

Renouvelons notre adhésion sans attendre

Faisons adhérer nos amis et connaissances

Adhérer, c'est déjà agir.

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.

Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre. De trois lignes à une page.

N'attendez pas !

Le prochain numéro paraîtra début mars.

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Si vous ne recevez pas ce journal par courriel, faites-nous connaître votre adresse internet, par un mél à president.attac92@attac.org

Résidence universitaire Jean Zay d'Antony : les dernières nouvelles *Cécile Ganeval,* membre de l' « AARUA » et au nom d' ATTAC 92 du Collectif « Donner un avenir à la RUA »

L'année 2009 s'est terminée par deux informations très importantes pour la RUA, la tenue d'une table ronde nationale à Paris et l'annonce par la Région Ile de France qu'elle engageait 20 Millions d'euros pour la réhabilitation de la résidence, à la condition que toute la RUA soit réhabilitée. L'année 2009 aura donc été l'année de tous les dangers mais aussi celle d'un nouvel espoir pour la résidence Jean Zay.

Bref état des lieux

- La table ronde n'a peut-être pas répondu à tous les objectifs (absence de la presse en particulier), mais des interventions riches sur la RUA et la situation des étudiants, auxquelles on pourra se référer.
- Information reçue de la part des étudiants Gabonais : une rencontre a eu lieu entre le CROUS et l'ambassade du Gabon qui dénonçait l'expulsion de la RUA de plusieurs étudiants Gabonais dans des conditions inacceptables l'été dernier. D'après l'association des étudiants Gabonais, le Crous de Versailles s'est engagé à enquêter et à demander des explications aux responsables locaux, et également à réintégrer les étudiants expulsés. L'AARUA va suivre cette question mais une démarche globale par l'association auprès des ambassades ne semble pas envisageable étant donné la diversité des relations entre la France et les pays concernés.
- Rejet par le Tribunal Administratif du référé engagé par l'AARUA contre le début des travaux de démolition du bâtiment C sans affichage. Le tribunal considère qu'il n'y avait pas à cette date d'illégalité dans la démarche.

Rappel : les recours engagés (contre l'arrêté de janvier 2009 et la délibération du 9 Décembre de la Communauté d'agglomération autorisant le Président de la CAHB à déposer un permis de démolir) ne sont pas suspensifs, donc la crainte d'une destruction irrémédiable du bâtiment C' est réelle (possible avant l'été ?).

Concernant les frais d'avocat et les problèmes de trésorerie de l'AARUA les membres du collectif ont versé une participation, dont ATTAC 92 de 110€.

Les idées d'actions

- Rendez-vous d'architectes organisé par Pierre Aïoutz pour procéder à une évaluation comparée des coûts des travaux : coût de la démolition, coût d'une réhabilitation sans démolition etc
- La question d'un contre projet se pose pour être entendus. Il faut porter l'idée d'une réhabilitation de l'ensemble de la résidence, qui ne fasse pas perdre de chambres. Ce sont les conditions mise par la région à l'utilisation des 20 Millions
- L'ensemble des organisations du collectif devrait envoyer une lettre à Jean-Paul Huchon, président de la Région, pour préciser la demande quant aux conditions de la réhabilitation. P. Le Néouannic rappelle qu'aux 20M ont été ajoutés 500000 Euros pour le financement d'une contre expertise sur l'état des lieux matériel des bâtiments et en particulier l'état du bâtiment C. Ces 500000 euros peuvent aussi financer la réalisation d'un contre projet. Etudier avec la Région la possibilité de réhabilitation à 12/13m².

Ce n'est pas l'objet du collectif de développer ce point, mais il faut aussi mettre en regard toutes les opérations de déménagement, déplacement de locaux universitaires sur le territoire de la CAHB (IUFM Val de Bièvre, Ecole Centrale, Ecole de Pharmacie et la moitié de la RUA) qui dégagent des terrains pour la spéculation immobilière. Le regroupement des lieux universitaires sur la plateau de Saclay dans le cadre du plan Campus doit être regardé de près (L'UNEF va mobiliser sur le logement social étudiant dans ce cadre après les Régionales.

- Les élections étudiantes au CROUS auront lieu entre le 22 et le 26 mars 2010. Aller dans les facs avec l'exposition préparée par les architectes et y faire signer 1 pétition et mobiliser les étudiants pour les encourager à se faire entendre sur le logement social étudiant.

Une présence du collectif avec l'expo doit pouvoir avoir lieu dans la RUA. Créer les conditions au plus vite.

- Envisager un concert en mai/juin en direction des étudiants, en appui aux luttes pour le logement social étudiant (proposition de Magali)
- Préparer un questionnaire à adresser aux listes qui se présentent aux élections régionales, le logement social étudiant doit être présent dans la campagne et Valérie Péresse interpellée.
- Faire reculer sur les expulsions, et obtenir le maintien des étudiants dans leurs chambres (le bâtiment A risque d'être vidé au motif de la réhabilitation en plus de la destruction du C si l'on n'agit pas vite). L'exemple des étudiants gabonais par l'intermédiaire de leur ambassade semble montrer que des réintégrations sont possibles. Chercher à prendre contact avec les associations d'étudiants étrangers Site : <http://amisrua.antony.free.fr> E.Mail : amis.rua@hotmail.fr



BULLETIN D'ADHESION à L'AARUA 2010

Je souhaite devenir membre de l'AARUA/renouveler mon adhésion -

NOM _____ Prénom _____ Profession _____

Ancien résident oui - non - si oui dates.....

Adresse postale _____

Adresse e-mail _____ téléphone: _____

Je verse 10€ 20€ € (soutien) à l'ordre de l'AARUA

A renvoyer à : AARUA 14, rue des Hautes Bièvres 92160 ANTONY Ou e-mail : amis.rua@hotmail.fr

Est-ce ainsi que vivent les hommes ? *Claire d'Aurélié*

Vendredi 29 janvier 2010, à Paris, en France. Dix heures du matin, il pleut. Retour du lavomatic.

– Désolés, le centre est fermé, vous ne pouvez pas aller plus loin.

Nous sommes là, sous la pluie, chargés de sacs de linge. Eux, dans leur cabine, souriants et très gentils, l'air bien ennuyé.

– C'est impossible !

– Ils ont dormi au centre, y reviendront ce soir pour dîner et dormir. On vient du lavomatic avec le linge de plusieurs personnes. On ne peut pas le laisser dans votre cabine jusqu'à ce soir ?

– Non, on n'a le droit de rien prendre. Attendez, on va téléphoner à des responsables.

Eux, toujours à l'abri, nous, toujours sous la pluie. Mais on voit bien qu'ils font tout ce qu'ils peuvent.

– Impossible, les responsables sont en réunion avec des « huiles ». On le leur dira à la fin de la réunion. Ils nous rappelleront. Ça peut prendre une heure.

– Quelqu'un d'autre ne peut pas répondre ? Y a-t-il un endroit où... ? Peut-on attendre à l'abri ici ?

– Non, mais allez dans le café voisin, pas très cher, on vous fera prévenir dès qu'on saura.

Eux, toujours à l'abri, réglementairement ; nous, c'est-à-dire moi – 71 ans, française, une adresse, et eux, 16, 17, 16 et 20 ans, Afghans et sans abris ; habitués (**sic**) à déambuler sous la pluie. Nous commençons à être mouillés ; n'avons pas le choix ; ce sera le bar = 15 euros pour s'abriter une heure.

Gardiens le plus gentils qu'ils ont pu et qui sont venus nous prévenir au café que... rien n'était possible... qu'il faudrait se balader toute la journée avec ce si lourd sac de linge !

Oui, protection du lieu, oui, assurances, oui... Mais, est-ce ainsi que les hommes vivent ?

Lits de camp bien alignés, sac de couchage pliés dessus, quelques silhouettes endormies, couchées, ou assises se frottant les yeux. Tables du petit déjeuner dans le grand hall ; allées et venues ; du monde vers l'entrée de la cuisine ; encore un peu de thé, une tartine ; un doigt blessé qui attend du sparadrap et là, devant les lavabos, tous ces visages jeunes. Si jeunes pour certains, ils se font des coiffures avec du gel, passent et repassent les doigts, le peigne. Regardent sérieusement, recommencent. Ils se préparent pour une journée... comme tant d'autres. Mais ces gestes : une de leurs seules coquetteries. Je suis émue à les regarder.

L'un d'eux change de pull, bras levés, la tête dans le pull qu'il ôte. Une poitrine belle, la peau mate : on pourrait dire que c'est un jeune homme qui revient de vacances où il était avec son amie ; un jeune homme qui a couru tout le long des plages, nagé, un jeune homme qui marche à belles enjambées sous les étoiles ; il a 18, 19 ans. Il tire le pull qu'il vient de mettre, mal peigné, visage chiffonné de sommeil, il est ici dans un dortoir de fortune, à Paris. Il sourit, il est jeune !

J'ai des larmes derrière les yeux, pour lui, pour tous.

En attendant que le linge se lave ou sèche, nous échangeons. Un seul parle anglais, mais nous nous parlons tous, nous nous sourions, faisons des gestes, des mines. Je reviens d'avoir fait trois courses et retiré de l'argent. Ils n'avaient pas touché les pains au chocolat que je leur avais donnés ; ils m'attendaient. Ils me parlent de leurs voyages, de pays à pays, des longues journées de marche. L'un d'eux a un bras dans le plâtre. ? A la frontière allemande, un policier. Il dit cela avec le sourire. Ils racontent tout tranquillement ; énoncent le nombre de leurs frères et sœurs ; me demandent si j'ai des enfants, des petits enfants, leurs âges.

Ils apprennent quelques mots en français, je les écris, en anglais aussi ; ils écrivent en persan, répètent les mots en montrant la main, le cœur, la tête...

Celui qui parle anglais m'appelle grand'ma. Avec eux, je veux bien être seulement une grand-mère.

L'un d'eux commence par sourire, puis parle ; les autres lui sourient aussitôt... il demande si c'est difficile de se marier en France. Il est là depuis peu, vit difficilement mais se rêve une vie

Dimanche soir 31 janvier 2010

Ancien hôpital Saint Lazare, Paris.

Seulement il n'y avait pas tout à fait assez. Il manquait peu, mais les derniers, ils faisaient triste mine. Pour nous, facile : le super marché à 3mn, l'épicier, le frigo, les voisins.

Là, il faut faire avec les moyens du bord. Les moyens du bord, c'est aussi ce qui est apporté : lait, confiture, beurre, riz, pommes... Les retardataires n'ont pas eu de dessert, d'autres deux entrées mais pas de plat principal chaud. Á midi, qu'avaient-ils mangé ? Les regarder et dire, il n'y a plus rien ! J'avais le cœur serré et des larmes derrière les yeux. A midi, j'ai hésité à prendre du dessert, et puis si... C'est juste une comparaison que je fais entre eux et nous qui sommes pourtant si semblables !

Un seul petit four à micro ondes pour réchauffer et des marmites pour le bain-marie. Ils sont plus de cent à attendre. Chacun fait au mieux. Ceux d'entre eux qui préparent, servent mangent un morceau, froid, une crème sucrée, en vitesse et veillent au rangement, ont l'œil à tout. Quand il ne manque que deux bols de soupe, une baguette de pain, c'est vraiment peu de chose... sauf pour celui auquel ça manque.

L'un d'eux avait besoin d'un carnet épais, l'autre d'un stylo, une écharpe ; l'autre jour c'était de quoi payer les lavomatic ; des chaussettes chaudes ; j'ai pu, mais il y a tant à faire, c'est comme un puits sans fond. Savoir que chaque petite chose est cependant utile. Nous ne sommes pas ridicules.

Choisir ce que nous pouvons faire au mieux, simplement.

En repartant, je suis passée dans le grand hall qui donne sur les chambres – environ 25 lits de camp alignés. Assis face à face, comme sur des bancs ; en rond par terre sur des couvertures, ils parlent, se taisent, écoutent... Il y a les murs – sans rien – les lits, des sacs de couchages, leurs sac à dos et eux. C'est tout. Ils finiront par dormir et demain, à 9 heures : la ville, jusqu'au soir. J'avais peine en leur disant au-revoir.

Je pars en février. À mon retour j'inventerai peut-être la taxe pommes, histoire d'arriver avec des sacs pleins de pommes ou de pains d'épices – beurre, confiture, sucre...!

Sinon, vous pouvez y aller directement : 107, rue du Faubourg Saint Denis, sur le côté ouest de la gare de l'Est. Il suffit de longer sur la gauche, le petit square et continuer environ 100 m

Dès 18h, c'est ouvert.

Le Forum social Mondial (FSM) de Porto Alegre (Brésil) du 25 au 29 Janvier 2010 Jean-Louis Michniak

Cette réunion de militants altermondialistes est une véritable bouffée d'oxygène, un stimulant dont le mouvement progressiste international a bien besoin pour accentuer davantage la diffusion de nos idées, analyses et propositions pour remettre la **finance** à sa place et parvenir à un développement humain soutenable socialement et écologiquement.

A l'occasion de ce Forum, interrogé, sur RFI, Lundi 25 Janv. 2010, vers 13h.15, Dominique Plihon, Président du Conseil Scientifique d'ATTAC, a rappelé, avec force de conviction et clarté, les enjeux de cette alternative socio-économique devant ce monde qui souffre de plus en plus du **néolibéralisme**, avec tous les dangers entraînés par ce **capitalisme prédateur** que nous subissons depuis plusieurs décennies.

Avec beaucoup de pédagogie (c'est appréciable à une heure de grande écoute, à la mi-journée !), notre ami Dominique a évoqué non sans ironie l'évolution intellectuelle de certains responsables politiques et représentants de la fameuse "pensée unique" qui finissent par admettre que nos suggestions se sont réellement "invitées" dans les débats. Mieux, il s'est félicité que, dans cette période de grave **crise** économique, sociale et écologique, des dirigeants gouvernementaux veulent même reprendre certaines de nos préconisations (taxe sur les transactions financières...). Bien entendu, il faudra veiller à l'application effective de nos mesures visant le "désarmement" de la puissance financière excessive et la contribution à la lutte contre la pauvreté grandissante.

Mardi 26 Janvier 2010, dans le quotidien "l'Humanité", Thomas Coutrot, Coprésident d'ATTAC dit, avec raison, que "nos propositions **structurent** aujourd'hui l'espace des possibles" et "ces questions, que nous posons depuis 12 ans, les puissants sont maintenant contraints d'en débattre". Au prochain sommet G20 de Toronto (Juin prochain), Thomas nous invite à exiger des leaders "qu'ils cessent les faux-semblants: au lieu de protéger la spéculation financière, qu'ils lui coupent les ailes." Durant ces 10 années, depuis la tenue du premier FSM, il s'est passé des choses encourageantes et prometteuses; "les mouvements sociaux, et notamment ATTAC, ont remporté des victoires... dans la bataille des idées." C'est pourquoi, avec le maximum d'organisations qui veulent que l'économie soit au service des êtres humains, dans le respect de notre environnement naturel, nous devons poursuivre nos campagnes d'explication et de sensibilisation.

Nous n'avons, bien entendu, pas le même rôle que les partis politiques et les syndicats, mais cela ne doit pas nous empêcher de travailler ensemble, loyalement, dans le respect et l'écoute réciproque !

Courrier des lecteurs

JLP Maurice Allais, seul prix Nobel d'économie français, prof à l'école des mines, qui a écrit une thèse (disponible à l'école des mines en 1987) où il a prévu la crise de 1987 qui devait lui donner le prix Nobel, thèse qui résume bien sa pensée, simple et concise, la crise de 1987 qui était similaire à celle de 2008-2009 mais en plus petit, donc Maurice Allais a vu loin...

Attention, il a été conseiller du Général de Gaulle (a milité pour le retour à l'étalon or), et à la fin de sa vie on ne sait pas trop s'il a été instrumentalisé par le FN...malgré tout sa thèse sur la critique de la désintermédiation bancaire et d'un système où le long terme finance le court terme est très intéressante pour qui recherche des solutions à la crise financière actuelle. C'est un productiviste, il n'a à ma connaissance pas remis en cause le PIB, ni questionné l'usage le mésusage et les produits, enfin c'est un penseur libéral, pro-capitaliste dans la lignée de Hayeck, même s'il s'oppose à la mondialisation...

[Par ailleurs] je vous envoie un extrait (sur la crise financière) d'un livre que j'ai bien aimé, il s'agit de "**changer le monde sans prendre le pouvoir**" de John Holloway. J'avais lu "la société du spectacle" de Guy Debord en 1973, livre qui avait déjà liquidé la notion de "grand soir", et j'ai apprécié Holloway

MCT (qui retransmet le numéro d'Angle d'ATTAC à une liste de destinataires) : Nous nous permettons de vous faire suivre cette parution d'ATTAC, qui fait partie de notre Collectif, car il y a une article de Michel Berger sur l'urbanisme et le logement qui est tout à fait formidable, et peut nous inspirer dans notre travail commun.

JCM. Le **protectionnisme** a mauvaise réputation pour plusieurs raisons : il serait une des causes de l'approfondissement de la crise de 1929, il peut être l'occasion d'abus de positions dominantes basées sur des situations monopolistiques (protection d'activités locales, inefficaces mais profitables à certains), il est un frein à l'unification de l'humanité (si tel doit être le but final ...), et il est bien sûr à l'opposé du dogme néo-libéral (ce qui n'est pas, en soi, nécessaire ou suffisant pour le diaboliser).

Mais avant de se prononcer sur le sujet, il importe de préciser de quel protectionnisme il s'agit.

Nul ne peut contester qu'il soit plus avantageux de mettre du vin de Porto du Portugal dans des fûts en bois de chênes d'Angleterre, que l'inverse. Mais la théorie du libre-échange considère l'échange de biens ou de services supposés mieux produits ici que là, pas le commerce basé exclusivement sur la répartition inégale de la misère.

Les capitaux font le tour de la planète à la vitesse de la lumière, les marchandises à la vitesse de l'avion ou du porte-conteneurs (selon qu'elles plus ou moins pondéreuses ou périssables), tandis que les humains, du moins les moins privilégiés d'entre eux, sont prisonniers, enracinés à la fois dans un territoire et des institutions locales. Il n'y a rien de moins libéral que l'échange des personnes.

Les Américains, ayant exterminé les Amérindiens, ont du dépeupler l'Afrique pour mettre leur nouveau territoire en valeur. C'est que l'agriculture est une activité locale, dont l'usine ne se délocalise pas. L'esclavage ayant été aboli (pour des raisons économiques tout autant qu'humanitaires), l'importation de main d'oeuvre bon marché s'est poursuivie sur une grande échelle. Pour l'agriculture il n'y a pas d'autre solution (cf. la cueillette des mandarines en Calabre). Pour l'industrie, c'est différent : il peut être plus avantageux de rapprocher l'usine des travailleurs que de rapprocher les travailleurs de l'usine, surtout s'il en faut des millions. On donne à ce nouveau concept le nom de mondialisation (laquelle a commencé en vérité au XV^{ème} siècle). Les bateaux négriers transportaient de la main d'oeuvre. Les porte-conteneurs actuels transportent des objets manufacturés, donc des heures de travail, lesquelles ont été extirpées dans des conditions proches de l'esclavage. On transporte des tranches de vies au lieu de transporter des corps vivants. Y a-t-il une si grande différence ?

Agenda

- | | | |
|-----------|-----------|---|
| 4 février | Montrouge | La décroissance , Réunion-débat avec Bernard Blavette, ancien président d'Attac 92
20 H 30, Maison des Associations (salle 15), 105, avenue Aristide Briand, métro porte d'Orléans. |
| 4 février | Malakoff | Rencontre débat, autour d'un buffet, avec le Comité de paix de Malakoff
19 H , Maison de la vie associative, 28 rue Victor Hugo Malakoff
<i>En ce début de 2010, quels enjeux, quels projets ? Le TNP c'est quoi ? Eliminer les armes nucléaires, comment ? Dans nos quartiers, notre ville, dans le monde, la culture de paix, est-ce une utopie ?</i>
Participation aux frais : 5€ minimum |
| 6 février | Paris 13 | Rencontre nationale pour l'urgence climatique et la justice sociale
réunion ouverte à tous les collectifs et à toutes les personnes intéressées |

A Copenhague, « *la Conférence des Nations Unies a été incapable d'apporter des solutions à la crise climatique, pas même de dessiner des avancées minimales vers ces solutions* » (déclaration de la coalition [Climate Justice Now](#)). Les Etats-Unis et l'Union européenne qui ont refusé de reconnaître leur responsabilité historique, le jeu de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud, le poids des grands lobbies industriels et des multinationales ont précipité l'échec. A Copenhague, la convergence inédite entre mouvements sociaux, écologistes, et de solidarité internationale a fait naître un nouvel espoir. En réunissant plus de 100 000 personnes, la manifestation du 12 décembre avait exigé un accord contraignant, juste et à la hauteur des enjeux, qui rejette les fausses solutions, tel que l'indiquait la **déclaration du KlimaForum « Changez le système, pas le climat »**, rendue publique à Copenhague. Ce sont sur ces bases que nous pouvons construire un véritable mouvement citoyen, liant réponses à l'urgence climatique et pour la justice sociale, qui s'appuie sur des mobilisations locales et expérimentations concrètes tout en exigeant un accord international négocié au sein de l'ONU et de véritables politiques alternatives à l'échelle nationale ou européenne. C'est pourquoi le collectif Urgence Climatique Justice Sociale (<http://climatjustice.org>) organise une rencontre nationale le 6 février à Paris en l'ouvrant au plus grand nombre : toutes celles et ceux qui le souhaitent, membres de collectifs ou d'organisations locales ou nationales, individus, sont les bienvenus pour échanger et construire ensemble le mouvement pour le climat et la justice sociale dont nous avons besoin. Pour s'organiser, merci de confirmer votre présence si ce n'est déjà fait à : sixheures.ucjs@gmail.com

9 h 30 : Accueil

10 h : Plénière « Pour la construction d'un mouvement citoyen pour l'urgence climatique et la justice sociale »

14 h : trois ateliers simultanés - Finance et fiscalité écologique ; - Mobilisations et Alternatives dans les territoires ; - Animation et construction du collectif et du réseau UCJS ;

16 h 30 : Plénière de conclusion

6 février Paris 12 « **Libertés, égalité, solidarités... Agir ensemble !** », journée débats et concerts *Ligue des Droits de l'Homme de 15h à 23h, espace Reuilly - Paris 12^e* 21, rue Antoine-Julien Hénard - Paris 12^e
M^o Dugommier (6), Montgallet (8), bus 29, 46, 64, 87, RER A ou D
Tarif : 3€/ Gratuit pour les moins de 12 ans.

Grand débat citoyen, Stands associatifs, Exposition, Apéro convivial, Concerts avec [Fred des Ogres de Barback](#) / [Agnès Bihl/La Caution](#) / [D' de Kabal/Clock'n'Works](#) / [Sons of Nusku](#) / [Tarace Boulba](#)

Réservez dès à présent votre journée ! Plus d'infos sur la campagne ? www.ldh-france.org/urgence-libertes

6 février Montreuil (93) Ateliers d'écologie pratique

15 h -17 h La Maison Ouverte, 17 rue Hoche (lieu associatif indépendant)

ligne 9, descendre à Mairie de Montreuil. Prendre l'avenue Pasteur qui monte, puis la 2ème rue à gauche

Il y aura une petite caisse de participation libre pour soutenir le lieu, sinon c'est auberge espagnole : amenez à boire et à manger pour partager:)

Le prochain atelier aura pour thème les loisirs créatifs écolos avec Catherine, participante à nos ateliers, qui nous apprendra à faire : nos pâtes à modeler, nos colles, du vernis, de la peinture si on a le temps... Pour ceux que ça intéresse, la maison ouverte accueille un marché équitable et solidaire de 10h à 13h au même endroit.

6 février Ivry 5^{ème} Etats généraux du logement, de l'habitat et de la ville, à l'initiative de l'ANECR

8 h 30- 17 h Espace Robespierre, Ivry-sur-Seine, métro mairie d'Ivry.

Associations, syndicats, élus de toute la France seront présents à ce rendez-vous d'échanges et d'actions

11 février Paris 5^{ème} Conférence sur le Grand Paris, avec François Leclercq, architecte-urbaniste, équipe Descartes,

dans le cadre d'un cycle de conférences organisées par Thibaut Robert (LDH)

19h ESTP, 57 bd St Germain, 75005 PARIS. Entrée libre. Toutefois, les personnes qui se seront inscrites seront prioritaires en cas de forte affluence. Il est nécessaire de s'inscrire pour chaque conférence auprès de Thibaut Robert – Architecte living and building archishop 45, rue Boussingault - F-75013 PARIS (*information communiquée par m-c.treilhou@wanadoo.fr*)

12 février Paris 10^{ème} Repas de soutien aux Déboulonneurs pour leur procès en mars

organisé par le RAP (Résistance Anti-Publicité) à partir de 19h30, à la Rôtisserie, , 4 rue Sainte Marthe, Paris 10ème, Métro Goncourt (L11), Colonel Fabien (L2) ou Belleville (L11 et 2) Comptez environ 10 euros par repas.

13 février Paris 7^{ème} Malaise dans la justice : les mauvais jours finiront-ils ? *Journée d'étude exceptionnelle*

8 h 45 - 18 h 30, Sciences Po Paris, Amphithéâtre Emile Boutmy, 27 rue Saint-Guillaume

Métros : Saint-Germain-des-Prés (ligne 4) ou Rue du Bac (ligne 12)

A l'occasion de la sortie et de la projection du film ciné-frontières de Thomas Lacoste, Les Mauvais jours finiront. 40 ans de justice en France, plusieurs associations d'étudiants et L'Université alternative de Sciences Po Paris vous convient, en partenariat avec La Bande Passante et la participation de l'ANAFE, d'ATTAC, de la LDH, de MEDEL et du Syndicat de la Magistrature, à une journée d'étude autour des grands débats contemporains qui agitent la Justice en cette période de crise. (Entrée gratuite sur inscription et casse-croûte (6€) sur réservation impérative [en cliquant ici](#))

9h15 : Présentation et introduction de la journée par le sociologue Frédéric Neyrat (modérateur de la journée d'étude) en présence du cinéaste Thomas Lacoste et de Jonathan Bartoli (coorganisateur pour l'Université Alternative de Sciences Po)

9h30 : Le droit des mineurs par Marie-Pierre Hourcade et Marie-José Marand-Michon (magistrates, respectivement vice-présidentes au tribunal de grande instance de Paris et au tribunal de grande instance de Créteil)

10h15 : Les droits des étrangers par Patrick Henriot (magistrat, substitut général à la Cour d'appel de Paris)

11h15 : La justice face aux plus démunis par Aïda Chouk (magistrate, vice-présidente au tribunal d'instance de Vincennes)

12h : Le droit du travail : un rapport de forces permanent par Patrice de Charette (magistrat, pdt de la chambre sociale à la Cour d'appel de Toulouse)

12h45 : Pause déjeuner (casse-croûte, 6 €, sur réservation impérative [en cliquant ici](#))

13h30 : Corruption et criminalité économique et financière par temps de crise avec Renaud Van Ruymbeke (magistrat, premier juge d'instruction au pôle financier du tribunal de Paris) et Eric Alt (magistrat, conseiller référendaire à la Cour de cassation, vice-président de MEDEL – Magistrats européens pour la démocratie et les libertés)

15h15 : Projection du film ciné-frontières de Thomas Lacoste « Les mauvais jours finiront. 40 ans de justice en France aux côtés du Syndicat de la magistrature »

17h30 : Echange avec le cinéaste Thomas Lacoste

17h45 : Conférence conclusive « Les droits de l'Homme par temps de crise » par Jean-Pierre Dubois (président de la Ligue des droits de l'Homme, professeur de droit constitutionnel et d'histoire des idées politiques à l'Université Paris-Sud)

17 Février **Colombes** **Copenhague Bilan et Perspectives**, avec *Marc Delepouve*, membre du bureau du SNESUP-FSU

Modérateur : Bernard Kervella Membre du Conseil Scientifique d'Attac

20 h 30, à la salle de la vie associative, 4 Place du Général Leclerc Métro : Porte Champerret, autobus 164, descendre mairie de Colombes, vous êtes juste devant la salle ; Métro : Pont de Neuilly, autobus 176, descendre église de Colombes ; Train : Gare St Lazare, descendre à Colombes

L'intervenant expliquera pourquoi le bilan du sommet de Copenhague sur le climat, qui a réuni du 7 au 19 décembre 2009 193 pays et 130 chefs d'Etat et de gouvernement, reste décevant. La conférence a débouché sur un accord à minima, texte politique non contraignant généralement décrit comme insuffisant, qui n'a pas été signé par tous les pays. Cet accord aux ambitions limitées pour lutter contre le réchauffement est loin de combler les attentes exprimées par la mobilisation sans précédent qu'elle a suscitée dans le monde. La Conférence des Nations unies sur le climat, qui s'est déroulée dans une tension extrême, s'est ainsi contentée de "prendre acte" de l'accord de Copenhague obtenu *in extremis* la veille. Mais cet accord ne prévoit même pas de mettre en place un traité pour prendre le relais du protocole de Kyoto, qui expirera en 2012.

L'intervenant abordera les évolutions géopolitiques, économiques et politiques, ainsi que scientifiques de ces dernières décennies, afin de mieux comprendre l'échec du sommet de Copenhague, de mettre en évidence les difficultés de la situation, mais aussi de chercher les voies d'un déblocage et d'une sortie de crise. Mais dans l'immédiat, la conférence de Mexico sur le climat, prévue en décembre 2010, aura fort à faire pour remettre en route un processus mal engagé.

18 février **Paris 18^{ème}** **Décroissance et énergie nucléaire**, avec la présence de militants de l'association "Sortir du nucléaire".

à partir de **20 H**, à La Coopérative 7, rue Lagille (Métro: Guy Moquet ou Porte de St-Ouen)

Nous commencerons la soirée par une partie "compte-rendu de lectures". Si vous avez lu un article ou un livre que vous avez trouvé intéressant, en rapport avec le thème du jour ou non, emmenez- le avec vous pour nous en parler.

23 février **Paris 5^{ème}** **Conférence sur le Grand Paris**, avec *Paul Chemetov*, Grand Prix National d'Architecture 1980,

coprésident du comité scientifique, dans le cadre d'un cycle de conférences organisées par Thibaut Robert (LDH)

19h ESTP, 57 bd St Germain, 75005 PARIS.

Entrée libre. Toutefois, les personnes qui se seront inscrites seront prioritaires en cas de forte affluence.

Il est nécessaire de s'inscrire pour chaque conférence auprès de Thibaut Robert – Architecte living and building archishop 45, rue Boussingault - F-75013 PARIS
(*information communiquée par m-c.treilhou@wanadoo.fr*)

11 mars **Clamart** « **La monnaie** » (expliquée à partir des interventions des adhérents)

20h30 salle jaune (1^{er} étage) de la **Maison des Sports** (prendre contact au préalable pour se ne pas se perdre).

attac92clamart@free.fr

La réunion est ouverte aux membres de ATTAC ; ce n'est pas une réunion publique.

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Jean-Louis Montel) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac92.org

Secrétaire : Michel Fenayon secretaire.attac92@attac92.org

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval

Groupe communication : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman

Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru cel.attac92@attac.org

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux *Asnières* : Guy Rodary *Clamart* : Eric Colas *Antony* : Cécile Ganeval; François Tonnerieux

Colombes : Bernard Kervella *Fontenay* : Hélène Héryn *Rueil-Malmaison* : Cyril Pocréaux *Clichy* : Jean Quebre

Courbevoie : Annie Reynaud *Montrouge* : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas ; Marjorie Gaudemer

L'adhésion à l'Association Attac représente un geste important d'engagement et de soutien, quel que soit par ailleurs le temps ou l'énergie que l'on puisse y consacrer. Adhérer, c'est déjà agir !

Bulletin d'adhésion 2010

NOM (en capitales) :PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance :Profession :

Adresse :Code postal :Ville :Pays : Téléphone fixe :
..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2009 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)